

## Rapport financier 2012-2013

Après une consolidation du projet réussie, l'année 2012-2013 acte le début d'un développement qui s'accompagne d'une démultiplication des terrains d'engagement. Pour autant, ces derniers restent complémentaires malgré des thématiques élargies en réaction à un contexte difficile. En effet, l'afev reste force de propositions et en accompagnement des politiques d'état avec une activité toujours en adéquation avec les besoins sociaux.

### 1) **Bilan financier 2012/2013** : un résultat satisfaisant, une réactivité salvatrice

L'Afev termine son année avec un résultat bénéficiaire de 20 222 € soit 0.29 % du budget global. Ce résultat encourageant est la résultante d'une part, du respect des charges budgétées et d'autre part d'une grande réactivité des équipes tout au long de l'année afin de maintenir un cap face à une politique de financement de plus en plus restrictive.

### 2) **Reconstitution des fonds propres** : une première étape réussie

Depuis 5 ans, l'Afev s'attache à reconstituer les ressources propres d'avant la fin du plan « 100 000 étudiants pour 100 000 collégiens » soit 831Ke en 2006/2007. Dorénavant, à 791ke contre 701ke pour les fonds propres et 867ke contre 777ke en N-1 pour les ressources propres, l'afev peut se prévaloir d'avoir retrouvé des fonds propres correspondant à plus de 10% de son BP 2013/2014 qui s'élève à 7 523 Ke mais qui sont loin encore de garantir l'autonomie financière vis-à-vis des tiers. Car les besoins de trésorerie sont en augmentation et les fonds propres sont actuellement loin de l'objectif de représenter 6 mois de notre activité.

### 3) **Un budget maîtrisé** : des produits maintenus, des coûts contenus

**L'analyse des grandes masses de charges** révèle un budget respecté dans son ensemble, des économies réalisées sur les postes de salaires (revalorisation tardive du point), sur les coûts de fonctionnement mieux maîtrisés (téléphonie, frais postaux) ont permis de faire face à des postes de dépenses plus importants que prévus tels que les charges sociales toujours en augmentation, les frais de déplacements, missions et réception mais aussi des postes de dépenses relatifs à de l'investissement matériel (augmentation des coûts de fourniture et matériel).

### **Les salariés et la masse salariale** : une politique assumée

Une évolution significative du nombre de salariés liée à une politique de développement (124 salariés en fin de période contre 107 en N-1). Une suppression du niveau 4 qui a coûté 20 ke sur les 5 derniers mois de l'année (soit un coût annuel de 48ke). Une revalorisation du point en août 2013 pour un coût supplémentaire de 6ke. La prochaine augmentation du point prévue en janvier 2014 fera supporter sur l'exercice 2013/2014 un coût supplémentaire de 35 Ke sur les 8 mois concernés. Malgré tout cela, l'afev choisit une politique salariale qui privilégie le maintien des augmentations individuelles budgétées.

En effet, les salaires restent toutefois relativement bas au regard des compétences et du champ de délégation des postes à l'afev. Cette question et celle de la trésorerie, constituent les deux points de fragilité de la structure.

#### Évolution du salaire brut moyen entre 2010/2011-2011/2012-2012/2013

2012/2013		2011/2012		2010/2011	
sept-12	2 012,75	sept-11	1 980,45	sept-10	1 947,68
janv-13	2 049,47	janv-12	1 985,97	févr-11	1 972,83

#### Évolution du salaire de base médian entre 2010/2011-2011/2012-2012/2013

2012/2013		2011/2012		2010/2011	
août 2013	1 927.25	août 2012	1 772.32	août 2011	1 744.60

La suppression du niveau 4 a automatiquement eu pour effet une augmentation significative du salaire médian.

Les charges de personnel (charges sociales et fiscales comprises) représentent 4 570Ke soit 65 % du budget contre 4 185 K€ soit 66 % du budget en N-1.

#### **La trésorerie** : une vigilance à maintenir

Un résultat financier positif depuis ces 3 derniers exercices, des charges financières moins pesantes, signe d'une attention quotidienne afin de maintenir une bonne gestion des flux de trésorerie. Cette année a été plus difficile malgré tout et nous avons dû ponctuellement demander le soutien de la banque pour faire le relais. Les délais de paiement et de récupération des conventions ayant accentués cette problématique. La trésorerie ne dépasse toujours guère les 30 jours (les dépenses moyennes mensuelles sont passées de 500Ke à 600Ke avec le développement) et nous impuissante toujours en termes de grande politique d'investissement à long terme.

#### **Le volontariat** : une évolution mesurée

Malgré une politique de l'afev largement en faveur du volontariat, le maintien des effectifs et du nombre de mois de volontariat a été une vraie problématique cette année et le sera encore plus dans les années à venir. Face à une politique d'état plus restrictive, avec des conditions de plus en plus contraignantes, l'afev s'adapte, mais se bat aussi pour défendre sa propre conception de cette forme d'engagement.

<b>VOLONTAIRES</b>	<b>Prévisions 2013/2014</b>	<b>2012/2013</b>	<b>2011/2012</b>	<b>2010/2011</b>
Effectif	462	390	369	276
Nbre de mois de volontariat	4135	3740	3 397	2 662



4) **Évolutions des entrées** : un redéploiement de nos financements, une diversification en marche

#### Répartition des produits par types de dispositifs les plus reconnus

	2012-2013	% par rapport	évolution	évolution	2011/2012	2010/2011
DISPOSITIFS	Montant	aux produits d'exploitation	Montant	%	Montant	Montant
PRE	852 947	13%	109 369	15%	743 578	788 861
CUCS	266 799	4%	-2 712	-1%	269 511	277 122
CLAS	518 730	8%	60 497	13%	458 233	380 491
VOLONTARIAT (dont aide région)	529 009	8%	96 415	22%	432 594	262 325
CORDEES (dont Tandem)	211 050	3%	6 955	3%	204 095	147 336
TOTAL	2 378 535		270 524		2 108 011	1 856 135
	2012-2013	% par rapport	évolution	évolution	2011/2012	2010/2011
PROGRAMME D'ACTION	Montant	aux produits d'exploitation	Montant	%	Montant	Montant
KAPS (HORS HIRSCH)	232 722	4%	129 309	125%	103 413	72 477

#### Répartition des produits d'exploitation par types de financeurs

	31/08/2013	%	%hors volontariat	31/08/2012	%	%hors volontariat	Ecart
Ministères	1 077 302	17,15%	18,25%	1 041 524	17,37%	18,47%	35 779
Expérimentation projets HCJ		0,00%	0,00%	305 225	5,09%	5,41%	-305 225
Services déconcentrés/pref/acsé	615 512	9,80%	10,43%	569 202	9,49%	10,09%	46 310
Régions	712 071	11,34%	12,06%	613 868	10,24%	10,88%	98 203
Départements	277 236	4,41%	4,70%	237 334	3,96%	4,21%	39 902
Communes	1 580 940	25,17%	26,78%	1 425 144	23,77%	25,27%	155 796
Organismes publics	228 135	3,63%	3,86%	160 794	2,68%	2,85%	67 341
CAF	537 208	8,55%	9,10%	535 562	8,93%	9,50%	1 647
Asso privées/ent.privées	661 517	10,53%	11,21%	559 266	9,33%	9,92%	102 251
Emplois Jeunes	4 358	0,07%	0,07%	5 019	0,08%	0,09%	-661
Autres aides à l'emploi	208 935	3,33%	3,54%	186 648	3,11%	3,31%	22 287
Aide volontaire	376 810	6,00%		355 594	5,93%		21 216
Total	6 280 024	100,00%	100,00%	5 995 179	100,00%	100,00%	284 845



**Les produits exceptionnels sur exercices antérieurs** : reflet d'une récupération plus lente des subventions

On observait depuis ces 6 derniers exercices, une diminution progressive des produits sur exercices antérieurs passant de 393 Ke au 31/08/07 à 198 Ke au 31/08/12, signe que l'Afev arrivait plus vite à acter sur l'exercice en cours les produits de l'exercice. Le contexte économique difficile annonçait au 31/08/12 un glissement des produits 2011/2012 actés trop tardivement vers 2012/2013. Cette information se confirme par des produits sur exercices antérieurs très importants qui s'élèvent à 416 Ke au 31/08/13. Sur 2013/2014, ils ne devraient être que de 300Ke, le résultat de l'année prochaine aura donc plus de mal à s'équilibrer, ne pouvant compter que sur son résultat d'exploitation.

**5) Perspectives 2013/2014**

La vigilance est toujours de rigueur en ce début d'année 2013/2014, surtout lorsque l'on fait le choix comme l'afev du développement, dans un contexte économique difficile. Il y a toujours beaucoup d'incertitudes de financement, surtout lors d'une année électorale municipale.

S'appuyant sur une diversification d'actions et de formes d'engagement sur des thématiques en adéquation avec sa volonté d'innover socialement, l'afev renforce sa coopération autour de ses grands partenaires : l'Etat, les collectivités, les universités et les entreprises privées.

